

FR 256
THE RIGHT IN FRANCE
FROM THE DREYFUS AFFAIR TO THE PRESENT

SUMMATIVE ASSESSMENT, 2025-26

The assessment for FR 256 consists of one 2250-2500-word essay (70%) + one 1250-1500-word close analysis (30%). The deadline for the close analysis is 12 noon on Wednesday 17 December 2025, and the deadline for the essay is 12 noon on Monday 19 January 2026.

You should ensure that you do not reproduce material from formative work in your summative assessments, and that there is no overlap between your summative close analysis and summative essay in terms of texts or arguments.

You are welcome to submit for feedback a 500-word plan for EITHER the summative close analysis OR the summative essay. If possible, please submit your plan at least 10 days before the assessment is due.

This booklet contains a selection of sources for close analysis for you to choose from. You may also choose your own extract for the close analysis – which could be from the collections of the Modern Records Centre* – provided that you agree your choice with me as module convenor.

*https://warwick.ac.uk/services/library/mrc/archives_online/archivesonline/#France

EXTRACTS FOR CLOSE ANALYSIS

Write a close analysis of any ONE of the following texts or images in 1250-1500 words. Deadline: 12 noon, Wednesday 17 December 2025.

1. Gaston Lucq (Glucq), Election poster, 1902

Élections Législatives de 1902
SI VOUS ÊTES UN VRAI FRANÇAIS,



Ne votez à aucun prix ni pour les Panamistes, ni pour ceux qui les ont protégés.



Ne votez à aucun prix pour les candidats Dreyfusards, défenseurs d'un traître juif justement condamné **deux fois** par le Conseil de Guerre.



Ne votez à aucun prix pour les entrepreneurs de grèves qui se font des rentes sur le dos des travailleurs.



Ne votez à aucun prix pour ceux qui ne voient dans la glorieuse Légion d'Honneur qu'une monnaie courante pour payer les bijoux et les robes de leurs femmes.



Ne votez à aucun prix pour les Sans-Patrie qui préchent la haine du glorieux Drapeau et insultent notre armée en présence d'un ennemi menaçant.



Ne votez à aucun prix pour les Juifs ou les Francs-Maçons qui nous volent, qui nous pillent, et se sauvent ensuite à l'Étranger avec nos économies.



Votez tous pour les candidats honnêtes et sincères qui défendront à la Chambre la France et la République.



Électeurs!
La FRANCE avant TOUT!!
Vous voterez tous pour

GLUCQ, 75, Avenue de la Grande Armée, PARIS — Propagande Politique et Industrielle par l'Image populaire

2. 'Fête nationale 1935 : La résurrection du 14 juillet', *L'Illustration*, 20 July 1935, *Les deux cortèges* (extract)

L'après-midi, sous le même signe du 14 juillet et en invoquant, de part et d'autre, une liberté que les uns entendent protéger contre la dictature rouge et que les autres opposent à tout projet de gouvernement national autoritaire, deux manifestations se sont déroulées, sous formes de cortèges, que séparait opportunément la moitié d'une ville. C'est dire qu'une vaste zone neutralisée empêchait les contacts. Les précautions d'ordre (troupes consignées, occupation discrète des points stratégiques, masses d'agents et de gardes prêtes à constituer des barrages) se sont faites invisibles et nul appel à la force ne fut, à aucun moment, nécessaire.

Le défile des « Croix de Feu » fut, avec ses emblèmes tricolores, ses airs nationaux, ses anciens soldats, sa discipline et son entrain militaire, comme un prolongement de la revue matinale. Il y eut d'abord, vers 15 heures, l'émouvant spectacle des grands invalides venus saluer la dalle sacrée et que rejoignirent, sous l'Arc, deux autres mutilés : M. Fabry, ministre de la Guerre, et le général Gouraud, gouverneur militaire de Paris.

Pendant ce temps, les « Croix de Feu » et « Volontaires nationaux » se massaient en colonnes profondes avenue George-V, tandis qu'à hauteur des Champs-Élysées s'assemblaient autour de leurs bannières vertes et jaunes les membres de la « Solidarité française ». En attendant l'heure du défilé, le colonel de La Rocque, président général des « Croix de Feu », remit quelques fanions aux « Volontaires nationaux » en leur disant : « Je vous remets des drapeaux tricolores avec un insigne, mais n'oubliez pas qu'ils devront toujours s'incliner devant les drapeaux sans insignes, ceux des régiments de France. » Tout le long de l'avenue des Champs-Élysées, une foule immense, maintenue au bord des trottoirs par les commissaires, vidait les éventaires des marchands de bleuets et d'insignes tricolores. Vers 18 heures, ce fut le défilé des « Croix de Feu » et « Volontaires » suivant leur chef, qu'accompagnait M. Georges Lebecq, président de l'Union nationale des combattants, et que précédait, avec une entraînante fanfare, une forêt de drapeaux aux trois couleurs. Les sections, en ordre silencieux, au pas alerte des chasseurs et avec une stricte discipline, passèrent parmi les acclamations de la foule qui, tête découverte, chanta, à diverses reprises, en chœur innombrable, *la Marseillaise*. Devant l'Arc de Triomphe, les drapeaux s'arrêtèrent, les porteurs de couronnes fleurirent la dalle symbolique sur laquelle le colonel de La Rocque déposa un simple bouquet aux couleurs nationales. Puis un membre des « Croix de Feu », désigné par élection, ranima la flamme. Le défilé reprit ensuite, et ce cortège de quelque vingt mille hommes descendit, toujours dans le même ordre impressionnant, vers le Bois. À la porte Dauphine, le colonel de La Rocque passa en revue ses effectifs et, debout dans sa voiture, leur adressa une sobre harangue. La dispersion eut lieu, ensuite, sans incidents.

Depuis des heures, à l'autre extrémité de Paris, les groupes du rassemblement populaire se dirigeaient, en marche lente, de la Bastille à Vincennes. La concentration s'était faite, dès 14 heures, autour de la Bastille, boulevards Bourdon, Henri-IV, Richard-Lenoir. Dominant toute la foule, la colonne de Juillet portait à mi-hauteur des couronnes de laurier entourant les deux dates 1789-1935. On avait un peu l'impression d'une kermesse géante avec un débraillé bon enfant. Des marchands offraient des oranges, des mirlitons et des bonnets phrygiens. Multitude

difficile à évaluer, car il ne faut pas retenir les chiffres colossaux et publicitaires des organes de partis. Furent-ils soixante mille ou cent mille ? Le nombre, même ramené à ses justes proportions, fut d'importance, mais il comprenait les groupes envoyés de province, beaucoup de femmes et d'enfants, car l'on était venu en famille comme à un rendez-vous de plaisir dominical.

A 15h 30 le défilé commença au son d'une musique, avec, en tête, deux voitures qui portaient, fixés à de hautes hampes, un voile rouge et un voile tricolore. Sur ces voitures et sur les plates-formes de camions ou dans les groupes de tête on voyait les parlementaires d'extrême gauche avec quelques radicaux, MM. Guernut, président de la Ligue des Droits de l'Homme et de feu la commission Stavisky, Léon Blum, Jean Zay, Doriot, Frot, Thorez, Daladier, Pierre Cot, etc.

Derrière les véhicules, deux gigantesques pancartes étaient portées par les militants ; l'une, qui sera déposée devant la statue de Baudin, portait le texte d'un serment de guerre au fascisme ; l'autre, les mots d'un serment de fidélité aux libertés démocratiques avec promesse de donner au monde la « grande paix humaine », déclaration qui n'eût sans doute été désavouée par aucun des autres groupes défilant à Paris.

3. EITHER a.) OR b.)

a.) 'Le Maréchal Pétain et l'Amiral Darlan avec des ouvriers, lors d'un voyage en Gascogne, septembre 1941' (Photo: Roger-Viollet)



b.) Secours National Poster, c. 1940 ([Archives départementales de l'Aube](#))

1

« Je fais à la France le don de ma personne »

2

« Je hais les mensonges qui vous ont fait tant de mal »

3

« La patience est peut-être aujourd'hui la forme la plus nécessaire du courage »

4

« J'ai été avec vous dans les jours glorieux. Je reste avec vous dans les jours sombres. Soyez à mes côtés »

5

« Suivez-moi. Gardez votre confiance en la France éternelle »

français

En faisant le don de sa personne à la France, le Maréchal PÉTAÏN vous a épargné les pires souffrances.

Il lutte pour le salut du Pays et ses meilleures pensées vont à la famille française.

Vous lui devez une place d'honneur à votre foyer.

Achetez les portraits officiels du Maréchal, 5 frs l'un, qui vous seront présentés par le facteur des Postes.

VENDUS AU PROFIT DU SECOURS NATIONAL POUR LUTTER CONTRE LA MISÈRE

Tirage de luxe sur papier hélio teinté crème 150 gr. au mètre carré. Format : 36,5 de haut sur 28 de large, avec fac-similé de la signature autographe du Chef de l'État.

DISTRIBUÉ PAR LE SECOURS NATIONAL

Arch. Dép. Aube. (MN) ED18/28

4. 'Alger, le 25 juillet 1941' (Archives Nationales, Pierrefitte)

J'ai l'honneur de vous rendre compte que le 10 avril 1941 à 14 heures à Oran, les nommés VIGUIER Charles et SANCHEZ Joseph, employés communaux, et Bonkafa Hamida, mandataire au marché, surprenaient rue d'Arzew, l'une des artères les plus animées de la ville, une jeune fille qui lacérait une affiche de la Légion Française des Combattants, exaltant l'œuvre du Maréchal Pétain et apposée sur la porte d'un magasin. Sur l'invitation qui lui en était faite, elle disait s'appeler SEBACH, Mireille, âgée de 18 ans, employée de commerce. Comme il constatait qu'elle était Israélite, M. VIGUIER lui disait que son acte ne l'étonnait pas. Elle répondait alors qu'elle était 'avec honneur et gloire juive avant d'être française.'

Au cours de l'enquête à laquelle la Police a procédé, SEBACH Mireille expliquait qu'elle avait simplement voulu recoller un morceau de l'affiche mais que ce morceau avait adhéré à son doigt. Elle niait les propos qui lui sont prêtés, alléguant que M. VIGUIER lui aurait dit 'Vous êtes une gauloise', réflexion à laquelle elle aurait simplement répliqué qu'elle était juive et qu'il n'y avait pas de déshonneur à cela.

Déférée devant le Tribunal Correctionnel d'Oran le 7 courant Sebbagh [sic] Mireille était condamnée pour offense au Chef de l'État à la peine de 2 mois d'emprisonnement.

Cette décision tenue pour satisfaisante n'a pas été frappée d'appel par la condamnée. Le Procureur Général pour la Cour d'Appel d'Alger.

5. Pierre Poujade, *J'ai choisi le combat* (Saint-Céré, 1955), pp. 200-202: 'Lettre ouverte à M. le Président de la République'

À l'aurore de votre mandat, au nom des braves gens de France que nous sommes, je vous avais adressé, par même voie, notre cri de détresse.

Bientôt un an sera passé et j'ai encore le devoir de me tourner vers vous. Ce n'est pas aujourd'hui une intervention symbolique, ce n'est plus un appel solennel, c'est l'ultime cri d'un peuple qui ne veut pas mourir, qui se dresse pour combattre et demande à l'autorité de se mettre à l'avant-garde de la nation.

Vos ministres ont voté des lois qui portent atteinte : *À l'égalité des charges* garantie par la Constitution, par les avantages scandaleux à certains organismes commerciaux et para-commerciaux, privés ou nationalisés.

À la dignité humaine obligeant les fonctionnaires à combattre de pauvres gens et qui ne laissent derrière eux que misère et dégoût profonds, quelquefois la folie ou le suicide, toujours la haine et la révolte.

À la liberté par l'application de lois d'exception qui donnent à un anonyme plus de pouvoir qu'à un juge véritable. Un voleur, un assassin a droit à un juge, à un tribunal, à un avocat, à un débat public.

Aucun juge ne tolérerait que l'on condamne un prévenu dont la bonne foi serait évidente ; or, pas un seul commerçant, pas un seul artisan honnête et de bonne foi ne peut éviter le redressement, si tel est le bon plaisir du nouveau seigneur. C'est la dictature la plus infâme, celle de l'anonymat.

Nous pensions qu'égarés par des luttes partisans, nos élus n'étaient pas complètement informés de la situation. Nous les avons alertés. Ils ont fait la sourde oreille, ou... des réponses « électorales ». Ils nous ont reproché une certaine violence. Nos aïeux ont été pourtant bien plus durs envers leurs prédécesseurs. Il ne dépend que d'eux et de leurs lois que notre colère se transforme en joie, nos reproches en reconnaissance.

Ils ne devraient surtout pas user de la force armée, nous faire massacrer, nous faire arrêter, traîner dans les prisons et devant les tribunaux. Demandez les dossiers des gens que nous défendons et de ceux que l'on arrête, vous verrez, Monsieur le Président, où se trouve la vraie France.

Le cardinal Gerlier disait : « Ce n'est pas avec des gendarmes que l'on arrête des idées en marche. » Vos ministres pensent-ils faire mieux avec des C.R.S. ?

La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen nous dit : « Lorsque le Gouvernement viole les lois garanties par la Constitution, la résistance sous toutes ses formes est le plus sacré des droits et le plus impérieux des devoirs. »

Toujours prêts à discuter, si l'on fait appel à nous pour construire honnêtement et efficacement, nous sommes décidés à résister calmement mais fermement jusqu'à l'entière reconnaissance de notre combat légitime.

Le 24 janvier, de tout la France, viendront à Paris des dizaines et dizaines de milliers de braves gens pour connaître le sort qui est réservé officiellement à leurs revendications.

Car il a été essayé en vain de me salir par la calomnie ; je ne doute pas que les ennemis du vrai peuple de France tentent encore quelque chose.

Des agents provocateurs seront sans doute glissés parmi nous pour créer des incidents à exploiter à notre détriment. Peut-être des arrestations spectaculaires sont-elles escomptées. À cette occasion, nous vous prenons à témoin, Monsieur le Président, de notre honnêteté et de notre bonne foi : Nous défendons par tous les moyens pacifiques en notre pouvoir, et déclinons toute responsabilité quant aux troubles pouvant être provoqués contrairement à notre volonté.

Je suis à votre disposition avec une délégation de représentants authentiques de commerçants et artisans de France pour vous apporter, avec le témoignage de notre attachement fondamental aux principes démocratiques, la justification de nos revendications.

Vous êtes, Monsieur le Président, le dernier recours de ce bon peuple de France dont vous êtes l'émanation. Solennellement, je vous demande d'intervenir, de mettre tout notre poids dans la balance, du côté de la justice et du droit.

Évitant le pire, et permettant au contraire de mettre de l'ordre dans la maison, vous aurez gagné encore davantage la confiance du peuple et vous aurez droit à la reconnaissance de la nation.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre haute considération.

Pierre Poujade.

6. Michel Debré, *Trois Républiques pour une France*, Vol. 4 (Paris, 1993), pp. 216-17 (description of 30 May 1968)

La rue de Rivoli est devenue piétonnière sans doute en raison du nombre croissant d'hommes et de femmes qui se dirigent vers la Concorde. Quand j'y arrive, elle est déjà fort animée par des groupes nombreux. Un mouvement se dessine pour remonter les Champs-Élysées. Je suis le mouvement, vite reconnu et applaudi. Jusqu'alors je n'ai vu aucun membre du gouvernement, à l'exception de Malraux que je rencontre quelques instants plus tard. Nous sommes tous deux propulsés à la tête d'un cortège qui ne cesse de se gonfler. Et nous voilà partis bras dessus, bras dessous, remontant les Champs-Élysées derrière un rang de militants qui ouvrent la voie et poussés par une foule qui augmente sans cesse. Derrière nous, il y a au moins 500 000 personnes. À mesure que nous avançons vers l'Arc de Triomphe le chiffre augmente : autour de nous, à nos côtés, des myriades d'inconnus et beaucoup de jeunes. De toutes les poitrines jaillit un cri : « Vive de Gaulle ! » À mi-parcours, Malraux me dit, « j'ai soif ». Je passe le mot d'ordre à l'un de mes voisins et un quart Perrier surgit bientôt. Peu après le Rond-point, nous sommes rejoints par un groupe de députés qui viennent de l'Assemblée où, comme me le dit Raymond Mondon avec un grand sourire de joie, a été lu le décret de dissolution. Un peu plus haut en me souvenant de la phrase d'un journaliste qui avait écrit que « désormais de Gaulle est seul », je lance ce cri : « De Gaulle n'est pas seul, la France est avec lui ». Et pendant quelques minutes, le cri est repris par toutes les poitrines. À mi-parcours, je me retourne, Malraux et moi sommes maintenant entourés de députés et de militants. À côté de moi il y a Bozzi, Maurice Schumann, [Robert] Poujade, de Broglie, derrière Malraux, Charié et combien d'autres, des ministres, des parlementaires, des personnalités, des inconnus. Devant nous, les photographes multiplient les prises de vue. L'enthousiasme est considérable. C'est la victoire, la victoire de la France, la victoire de la Liberté, la victoire de de Gaulle. Avec les haltes, nous mettons près de deux heures à remonter l'avenue. Nous nous arrêtons, Malraux et moi, devant la tombe du Soldat inconnu. Pressés derrière nous par les rangs de plus en plus serrés ; je réclame un peu de silence. Et nous chantons la *Marseillaise*. Ah ! cette *Marseillaise* qui peu à peu envahit les Champs-Élysées.

Tout à fait en fin de journée, je me rends à l'Élysée. Je pense voir un Général épanoui. C'est un homme triste qui me reçoit. Je lui dis ce que je pense : rien de pourra exprimer ce sentiment de la joie vécue par la foule. Je sais qu'il reste des problèmes. Mais l'essentiel est acquis. Après un cauchemar, la France renaît. Il regarde par la fenêtre. Et se parlant à lui-même plus qu'à son interlocuteur j'entends ces mots : « ils ont eu peur du vide ». À quoi je répons vivement : « Ceux qui ont eu peur sont pour la plupart restés chez eux. Pour les dizaines de milliers qui ont défilé, vous êtes la France, l'Idée que les bons Français — et ils sont des millions — se font de la France. » Un geste qui se veut un geste de doute suit mes propos. Et je crois bon d'ajouter : « c'est n'est pas la peur qui a fait sortir tant de Français de toutes conditions de chez eux. C'est le refus de voir la patrie abaissée au niveau où des groupuscules voulaient depuis un mois la réduire. » Quand je le quitte, il me semble que le Général a le visage moins austère, moins fermé. Le lendemain je lui écris ces quelques lignes : « La journée d'hier vous a apporté un témoignage exceptionnel du soutien populaire et elle restera une grande journée dans l'histoire de Paris. Le spectacle fut pour tous vos fidèles et pour tous les patriotes une joie profonde ! »

7. Jean-Marie Le Pen, *Les Français d'abord* (Paris: Carrère-Lafon, 1984), *L'Heure de Vérité du 13 février 1984* (pp. 240-41)

Albert du Roy. Vous étiez partisan de l'Algérie française ? Si elle avait été réalisée aujourd'hui, il y aurait combien d'électeurs maghrébins...

JMLP. Ce n'est pas ce qui m'inquiète, je l'ai dit à la tribune de l'Assemblée Nationale, si on ne fait pas l'Algérie Française nous aurons la France algérienne. J'ai hélas été dans ce domaine aussi bon prophète, si j'ose dire.

ADR. La seule différence c'est qu'aujourd'hui les Algériens n'ont pas le droit de vote, mais avec ce que vous défendiez en 1958 les Algériens auraient eu le droit de vote.

JMLP. J'ai même présenté la candidature d'un Arabe à Paris comme député ; ce qui est une belle preuve de racisme, vous en conviendrez.

François-Henri de Virieu. Il s'agissait de M. Ahmed DJEBBOUR ?

JMLP. Il s'agissait de M. Ahmed DJEBBOUR qui a été ensuite élu député d'Alger. La conception que j'avais c'est que je pensais que les nations qui n'auraient pas une grande dimension géopolitique ne joueraient plus de rôle à l'échelon du monde. Je pensais qu'il fallait à la France cette dimension et que l'Algérie et le Sahara la lui donnaient. À la France, et d'ailleurs à l'Europe. Et que la conception, je le dis, impérialiste, du rôle de la France, expansionniste, aurait pu s'appuyer...

ADR. Vous êtes impérialiste ?

JMLP. Oui, pourquoi pas, oui, je pensais que la France et l'Europe pouvaient légitimement, compte tenu de leur rôle dans l'histoire du monde, et des responsabilités qu'elles avaient assumées, de l'avantage pour les populations du monde qu'elles pouvaient porter, de la culture qui était la sienne, pouvaient très légitimement essayer de jouer ce grand rôle mondial et qu'il fallait pour cela que l'Algérie soit française. Je dois vous rappeler tout de même que ce n'est pas une invention de Jean-Marie LE PEN, car quand j'ai défendu l'Algérie française, je ne faisais qu'appliquer les prises de position, d'abord de tous les gouvernements français jusqu'alors, y compris celles de M. MITTERRAND, y compris celles de M. MENDÈS FRANCE, y compris celles du général DE GAULLE qui alla d'une façon plutôt solennelle à Alger et à Mostaganem dire la même chose. Simplement, moi j'étais fidèle non seulement au passé de la France, mais j'étais fidèle à une forme d'avenir et je pensais qu'avec les Juifs, avec les Européens d'Algérie, avec les Arabes et les Kabyles d'Algérie, on pouvait faire une communauté française tournée vers le monde, tournée vers l'Afrique, tournée en effet vers une conquête pacifique du monde.

8. 'Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur l'action de Français pour sauver les Juifs de la déportation pendant la Seconde Guerre mondiale et la lutte contre l'antisémitisme', ([Panthéon, Paris, 18 January 2007](#)) (extract)

Mesdames et Messieurs,

Il y a les ténèbres. Mais il y a aussi la lumière. La France affamée, terrorisée, coupée en deux par la ligne de démarcation, est étourdie par l'ampleur de la défaite. Mais très vite, des voix s'élèvent. Dès le 11 novembre 1940, de Gaulle écrit de Libreville au Congrès juif mondial que le statut des Juifs n'aura aucune validité dans la France libre. Il fustige la violation, par Vichy, 'des principes de liberté et de justice égale, sur lesquels la République française était fondée'. Puis, dans le pire effondrement de notre histoire, alors même que la Wehrmacht semble encore invincible, des Françaises et des Français en très grand nombre vont montrer que les valeurs de l'humanisme sont enracinées dans leurs âmes. Partout, ils accueillent, cachent, sauvent au péril de leur vie des enfants, des femmes, des hommes, persécutés parce qu'ils sont Juifs. Dans ce cauchemar éveillé que les Juifs vivent depuis 1940, la France, leur France, à laquelle ils ont cru si intensément, n'a pas disparu. Dans les profondeurs du pays, une lueur d'espoir se fait jour. Elle est fragile, vacillante. Mais elle existe.

Il y a cette secrétaire de mairie qui fournit des papiers à des familles juives, et convainc les habitants du village de partager leurs tickets d'alimentation : le courage d'une seule personne a cristallisé la générosité de tous. Il y a ce couple d'hôteliers qui trouve sur le pas de sa porte un homme échappé d'une rafle, affamé et épuisé : ils l'hébergent pendant deux de ces années terribles. Il y a ce boulanger qui reconnaît un adolescent arrêté et avertit le directeur de son école : prévenu, un officier de gendarmerie, membre de la Résistance, libère le jeune homme. Grâce à cette chaîne humaine de solidarité et de courage, une vie est sauvée. Il y a ce professeur de latin qui, jusqu'au bout, tente de protéger l'élève qu'il a présenté au concours général. Il y a cette concierge qui entend le crissement des freins des camions allemands, fait le tour des occupants juifs de son immeuble pour leur dire de rester silencieux derrière leurs portes closes, et les sauve ainsi de la déportation. Il y a le pasteur Trocmé, qui entraîne avec lui, dans l'accueil de centaines de Juifs en fuite, tout un village, tout un plateau de Haute-Loire : Le Chambon-sur-Lignon, dont le nom résonne aujourd'hui dans nos cœurs. Il y a ces sœurs qui abritent, dans leurs couvents, dans leurs pensionnats, des enfants juifs. Il y a ces curés savoyards, devenus par la force des choses passeurs professionnels, qui emmènent les réfugiés de l'autre côté de la frontière. Il y a ce général commandant une région militaire qui refuse de prêter sa troupe pour surveiller l'embarquement de déportés, ce qui lui vaut une révocation immédiate. Il y a tous ces paysans, que nous a montrés avec tant d'émotion Agnès Varda, qui accueillent, aiment et protègent de si nombreux enfants.

Il y en a tant et tant d'autres, dans toutes les classes sociales, dans toutes les professions, de toutes les convictions. Des milliers de Françaises et de Français, qui sans s'interroger, font le choix du bien. Quel courage, quelle grandeur d'âme il leur a

fallu ! Tous connaissaient les risques encourus : l'irruption brutale de la Gestapo. L'interrogatoire. La torture. Parfois même, la déportation et la mort.

Certains furent reconnus Justes parmi les nations. D'autres resteront anonymes, soit qu'ils aient laissé leur vie en aidant l'autre, soit que, dans leur modestie, ils n'aient même pas songé à faire valoir leurs actes. Certains sont ici aujourd'hui, ainsi que ceux qu'ils ont sauvés. Je les salue tous, avec un infini respect. En France, grâce à cette solidarité agissante, selon le beau mot de Serge Klarsfeld, les Justes ont contribué à protéger les trois quarts de la population juive d'avant-guerre de la déportation, c'est-à-dire d'une mort presque certaine : sur plus de 75.000 déportés, seuls revinrent quelque 2.500 survivants. Et après quelles souffrances indicibles : vous pouvez en témoigner, chère Simone Veil, vous dont le courage, en toute occasion, est un exemple. La majorité des Juifs assassinés ont été livrés aux Allemands par Vichy et par les collaborateurs. Mais la plupart des Juifs sauvés le furent par des Français.

9. 'Déclaration de Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN et la Défense européenne', (Paris, 11 March 2009) (extract)

Certains me disent que ce choix serait une trahison du Général de GAULLE. Un « alignement sur Washington ». Une remise en cause de notre vocation à dialoguer avec la Russie ou les pays du sud. Ou encore que la France s'engagerait dans une « guerre des civilisations », rien que cela, contre les Musulmans. Et même que si nous avions été dans le commandement intégré, nous aurions été forcés de participer à la guerre contre l'Irak en 2003 ! Mensonges ! Mensonges ! Contre-vérités ! On n'informe pas une grande nation démocratique par des mensonges.

Qui peut prétendre savoir ce que ferait aujourd'hui le Général de GAULLE ? Est-ce que vous pensez que le Général de GAULLE, ce qu'il a fait en 1966, c'était, dans son esprit, la politique de 1923, quand il a pris sa décision ?

Oui, nous sommes les alliés des Etats-Unis, nous sommes des amis, mais des amis debout, des alliés indépendants et des partenaires libres.

Et j'assume que dans le monde moderne, on doit pouvoir changer des décisions prises il y aura bientôt 50 ans. Faudrait-il au nom de l'héritage gaulliste, renoncer au Traité de non-prolifération que de GAULLE rejetait ? Car le Général de GAULLE a rejeté le traité de non-prolifération. Faudrait-il refuser que nos amis allemands stationnent un régiment en France, comme nous l'avons demandé, cher Hervé MORIN, à Angela MERKEL ? Faudrait-il ne rien toucher à nos accords de défense avec l'Afrique et y conserver des bases parfaitement obsolètes ?

Nous poursuivrons avec tous les pays du monde un dialogue spécifique, conforme à nos intérêts. La France le fait avec la Russie et j'ai cru comprendre, cher Bernard KOUCHNER, que lorsque nous discutons à Moscou cet été, ce n'était pas

exactement le souhait des Etats-Unis. Et quand nous avons invité, Monsieur le Premier ministre, la Syrie en renouant le dialogue, est-ce que la France a fait preuve d'indépendance ? Et je vois avec intérêt les Etats-Unis d'Amérique suivre le chemin de la France aujourd'hui. Et s'agissant de la Libye ? Et s'agissant de l'Iran ? Et s'agissant du Venezuela ? Et s'agissant de Cuba ? La France est-elle indépendante ? Et ce sont parfois les mêmes qui s'opposent au retour dans l'OTAN et qui m'accusent de « pactiser avec des dictatures ».

Franchement, si la France ne devait parler qu'avec des démocraties, franchement, mon bilan carbone s'en trouverait amélioré de façon considérable.

Quant à l'Alliance atlantique, elle ne fait pas la « guerre des civilisations ». C'est l'OTAN qui a volé au secours des musulmans de Bosnie et du Kosovo, c'est une vérité, elle est historique, chacun peut la constater, contre l'agression de Milosevic. Et c'est l'OTAN qui défend le peuple afghan contre le retour des Talibans et d'Al Qaïda. On peut discuter, cher Pierre LELLOUCHE, sans fin de la stratégie : est-elle bonne ou pas ? Faut-il qu'elle évolue ? Oui, elle doit évoluer. Mais qui défend-elle ? Et la guerre d'Irak n'a rien à voir avec l'OTAN. Avant même que la France le fasse, l'Allemagne s'y était opposée. L'Espagne et l'Italie y ont participé et en sont parties quand elles l'ont décidé. Quant à la Turquie, membre de l'OTAN, elle a refusé le passage aux troupes américaines. Et des pays qui ne sont pas dans l'OTAN y ont suivi les Américains. Dire que le rapprochement de la France avec l'OTAN aurait conduit l'armée française en Irak est un mensonge honteux qui ne grandit pas ceux qui le profèrent. On peut avoir toutes les convictions que l'on veut, et elles sont parfaitement défendables, mais mentir, c'est le contraire de la démocratie.

La semaine prochaine, le 17 mars, notre débat national va se conclure au Parlement. La rénovation de nos relations avec l'OTAN n'est pas une question isolée. Elle est un élément, parmi d'autres, d'une politique étrangère et européenne, et d'une politique de défense et de sécurité.

Je souhaite que la représentation nationale s'exprime sur les choix qui ont été faits depuis le printemps 2007. C'est pourquoi le Premier ministre a été autorisé, ce matin, par le Conseil des ministres à engager la responsabilité du gouvernement sur l'ensemble de notre politique étrangère. Car, vous avez bien compris que ce processus de rapprochement avec l'OTAN n'est qu'une pierre dans un processus plus vaste qui vise à conforter et à développer l'indépendance de la nation.

10. EITHER a.) OR b.)

**10 a.) Front National, défilé Jeanne d'Arc (Place de l'Opéra, Paris, 1 May 2015)
(Agence France Presse)**



10 b.) Discours de Marine Le Pen (Place de l'Opéra, Paris, 1 May 2015) (extract)

Invoquer Jeanne d'Arc, c'est se souvenir de la plus extraordinaire héroïne de notre roman national. Si le Front National met à l'honneur la Pucelle d'Orléans chaque année, c'est qu'elle représente tous les principes que nous défendons ardemment. L'amour de la patrie, l'esprit de résistance, l'indépendance de la France, la soif de liberté, la défense de l'identité et de la sécurité des Français, le rassemblement des forces nationales. Il n'y a qu'à regarder le monde hostile dans lequel nous évoluons pour noter que ces principes sont toujours d'actualité.

Jeanne d'Arc est apparue quand la France était à genoux. Aujourd'hui, le peuple de France est confronté au terrorisme islamiste, au chômage de masse, à la pauvreté, à l'immigration massive et incontrôlée, à la gangrène du communautarisme... Livrée à l'étranger par une partie de la haute noblesse, la France sera sauvée par une enfant du peuple. A celui qui n'a rien, la Patrie est son seul bien, disait Jaurès. L'histoire de notre pays nous enseigne que les trahisons viennent d'en haut quand le peuple, lui, ne fait jamais défaut. Là où des généraux aguerris ont tous échoué, une jeune bergère de 17 ans va accomplir en 5 mois le miracle du redressement national.

Jeanne d'Arc est une icône française car elle symbolise à elle seule, l'esprit de résistance, la foi en son pays et le triomphe de la volonté... Près de 6 siècles plus tard, ses exploits résonnent encore et son souvenir reste impérissable car il tutoie la légende et le merveilleux.

Commémorer Jeanne d'Arc, ce n'est pas seulement célébrer la victoire sur les Anglais lors de la Guerre de Cent Ans, que des générations d'écoliers apprirent par cœur quand l'histoire de France trônait encore dans les manuels scolaires... Commémorer Jeanne d'Arc, c'est fêter la Nation, c'est défendre notre communauté nationale. Qu'est-ce que la France sans les femmes et les hommes qui décident de s'associer pour la bâtir ensemble ? La Nation est le lien qui nous unit, nous définit, il nous rend plus fort dans un monde hostile. Se souvenir de Jeanne d'Arc c'est se rappeler qui nous sommes et d'où nous venons. Fiers de notre identité, rassemblés autour de notre drapeau, de nos valeurs et de notre histoire, nous affronterons les défis de demain.

Au Front National, nous aimons Jeanne d'Arc parce que c'est une héroïne qui n'a pas accepté le fatalisme de sa condition. Elle a dépassé le cadre établi de son sexe, de sa modeste naissance, pour mener à bien sa mission. Nul besoin de grotesque théorie du genre pour se couper les cheveux et revêtir l'habit viril. Elle n'avait pas attendu l'égalitarisme des sexes pour monter à cheval et manier l'épée. Elle n'avait pas espéré la parité pour commander aux hommes et prendre la direction d'une armée. Elle n'avait pas attendu la libération de la femme pour donner sa vie à la libération de la France.

Quel exemple pour toutes les femmes de France ! Quel modèle pour toutes les femmes du monde ! A l'instar de Jeanne, nombreuses sont les femmes illustres qui ont marqué le roman national de leur empreinte. Si la France s'est faite à coups d'épée, les femmes, elles aussi, ont pris leur part pour influencer sur la destinée de notre Nation. Ainsi, Geneviève, sainte patronne de Paris, qui organisa la résistance de la cité face aux hordes d'Attila, Clotilde qui permit à la France d'embrasser la foi chrétienne en convainquant son mari Clovis de se faire baptiser. Ou encore, Jeanne Hachette qui combattit aux côtés de femmes de Beauvais contre les Bourguignons de Charles le Téméraire. Je n'oublie pas Christine de Pisan, première femme écrivain française à vivre uniquement de sa plume ou Marie de France, auteur de fables, dont s'est largement inspiré Jean de la Fontaine. La célèbre Olympe de Gouge, première française à demander des droits politiques pour la seconde moitié de l'humanité. « La femme a le droit de monter sur l'échafaud ; elle doit avoir également le droit de monter à la tribune ».

Camille Claudel, Marie Curie, et bien d'autres, la France est un des rares pays du monde où les grandes figures féminines partagent aussi évidemment avec les figures masculines, les pages de notre roman national. C'est peut-être la raison pour laquelle les mots les plus vibrants de notre belle langue sont tous féminins : France, Patrie, Nation, Liberté, Famille... Une nouvelle fois donc, nous remercions Jeanne de notre liberté et du sacrifice consenti, en rendant hommage à la Sainte, la bergère, la guerrière, la patriote, mais aussi la femme qu'elle n'a pas eu le temps de devenir ayant sacrifié sa vie à l'âge de 19 ans, et une fois n'est pas coutume, en rendant hommage à toutes les femmes célèbres ou anonymes qui ont combattu ou œuvré au fil des siècles pour que la France soit et reste ce grand et beau pays.

L'occasion est trop belle pour ne pas, aujourd'hui, rendre hommage aussi à travers elles à toutes les femmes de France qui, aujourd'hui, se lèvent pour continuer ce

combat lumineux de la transmission et de l'amour de la Nation, souvent avec discrétion mais toujours avec détermination. Fils et filles de France, ne minimisez ni votre courage, ni votre influence. Prenez exemple sur la petite bergère qui, portée par sa foi fervente en la France, a accompli des miracles. Elle n'avait ni naissance, ni fortune, ni moyens mais elle était la France, comme vous l'êtes chacun d'entre vous aujourd'hui. Dans les moments difficiles que traverse notre pays, confrontés à un système qui nous a pris pour cible, souvent votre résistance est héroïque.